

ARRETE DU MAIRE

Le Maire des Rousses,

Vu le code général des collectivités et notamment les articles L.2213-1 et L.3221-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-25, R.412-28, R.413-1, R.417-9 et R.417-10 ;
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2^{ème} partie, signalisation de danger, livre 1, 4^{ème} partie, signalisation de prescription et livre 1, 8^{ème} partie, signalisation temporaire ;
Considérant qu'en raison des travaux de terrassement pour raccordement électrique d'une nouvelle construction avec traversée de route, sur la route du Chazar réalisés par la société SBTP ZAC de la Levanchée – chemin des Champs Poly 39570 COURLALOUX dès le 3 février 2020 pour une durée de 30 jours (intervention en fonction des conditions climatiques) et qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté,

ARRETE

Article 1 :

A compter du **03 février 2020 et pour une période de 30 jours**, en raison de travaux terrassement pour raccordement électrique d'une nouvelle construction avec traversée de route sur la route du Chazar (propriété de M. GUEX-COLOMB Olivier) réalisés par la société SBTP, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Empiètement sur la chaussée : circulation alternée manuellement
- la vitesse de circulation est limitée à 30 km/h,
- le doublement, hormis les vélos est interdit,
- le stationnement de tous les véhicules est interdit. Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par :

SBTP
ZA de la Levanchée – chemin des Champs Poly
39570 COURLALOUX

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 5 :

Monsieur le Directeur des Services Techniques de la commune des Rousses, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie, la Police Municipale, Madame la Directrice Générale de la Mairie des Rousses et l'entreprise SBTP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires.

Fait aux Rousses, le 22 janvier 2020
Le Maire,



Bernard MAMET

